

Un siècle dans un village [L'évolution économique et humaine de Lougres (Doubs) de 1850 à 1950]

L'évolution économique et humaine de Lougres (Doubs) de 1850 à 1950

Georges Becker

Citer ce document / Cite this document :

Becker Georges. Un siècle dans un village [L'évolution économique et humaine de Lougres (Doubs) de 1850 à 1950]. In: Annales. Économies, Sociétés, Civilisations. 6^e année, N. 4, 1951. pp. 463-473.

doi : 10.3406/ahess.1951.1996

http://www.persee.fr/doc/ahess_0395-2649_1951_num_6_4_1996

Document généré le 15/10/2015

UN SIÈCLE DANS UN VILLAGE

L'évolution économique et humaine de Lougres (Doubs) de 1850 à 1950

Louer le bon vieux temps et se lamenter sur les changements intervenus dans l'existence de notre pays depuis un siècle — lieu commun. Mais quand on examine avec un peu de précision en quoi consistent ces changements, on est stupéfié d'abord par leur amplitude dans tous les domaines (agricole, artisanal, économique, industriel, démographique), et ensuite par l'évolution du style de vie, si rapide, et qui marque malgré tout un tel progrès que le retour en arrière serait pour tous un insupportable supplice.

Il nous a paru bon de choisir la date de 1850 comme point de départ, parce que c'est l'époque de l'établissement du chemin de fer, qui fut à l'origine de toutes les transformations subséquentes. Et nous avons choisi comme objet de notre recherche le village de Lougres dans le Doubs (arrondissement de Montbéliard), non seulement parce que nous l'habitons, mais parce que notre famille, fixée là depuis quatre siècles, nous a mis à même de puiser dans une très riche tradition et dans de nombreux documents que nous n'aurions pas trouvés ailleurs. D'autre part, ce village présente aujourd'hui l'imbrication caractéristique, et à un point presque parfait, de la vie industrielle et agricole qui distingue aujourd'hui le Pays de Montbéliard.

Le village est situé à mi-chemin entre Montbéliard et L'Isle-sur-le-Doubs. Son territoire est bordé au Sud par le Doubs et partout ailleurs par des forêts. Il est établi sur un espace très resserré dans la vallée d'un ruisseau qui prend sa source à 1 km en amont et se jette dans le Doubs 2 km plus bas. Les maisons datent presque toutes du XVIII^e et du XIX^e siècle. Aucune n'est antérieure à 1718. Les maisons de culture sont de type lorrain, solidement construites et pourvues de charpentes monumentales. On ne possède aucun document sur l'histoire plus ancienne de l'habitat. Tout porte à croire que le village fut complètement incendié pendant la guerre de Trente ans, car on ne peut guère creuser de fondations sans retrouver une couche de cendres dans la terre. Il n'y a pas d'étymologie acceptable actuellement du nom de Lougres, qui doit être celtique ou pré-celtique. En tout cas, le site est occupé depuis la plus haute antiquité, puisqu'on y trouve des abris sous-roche magdaléniens, un camp retranché gaulois, des traces de constructions gallo-romaines et un cimetière burgonde.

* * *

En 1850 donc, le village de Lougres comportait 85 feux et 375 habitants. A l'exception du garde forestier et de l'instituteur, la totalité de la population vivait de la culture. Encore le garde et l'instituteur étaient-ils contraints de garder une vache et de cultiver un ou deux champs pour pouvoir vivre, le premier étant payé 300 fr. et le second 600 fr. par an, chiffre encore inférieur aux traitements d'aujourd'hui. Comme la superficie cultivable (prés, pâturages, jardins, champs et vignes) se montait à 260 hectares, la moyenne des exploitations était de 3 hectares. Les plus grandes étaient de 6, mais beaucoup étaient plus petites et réduites à une cinquantaine d'ares. Quinze familles ne possédaient aucune terre et vivaient de leur travail chez les autres, se trouvant ainsi en hiver dans un état de complet dénuement.

L'économie du village était d'ailleurs presque purement autarcique. Il fallait d'abord produire de quoi subvenir à tous les besoins immédiats : logement, nourriture, chauffage et habillement. Aussi devait-on trouver au village des maçons, des menuisiers, des charrons, des cordonniers et des tisserands. Ils s'y trouvaient, en effet, mais tous ces artisans étaient en même temps cultivateurs et ne travaillaient à leurs ateliers que l'hiver. La commune ayant la chance de posséder 300 hectares de belles forêts, le bois de chauffage était distribué aux habitants et la vente des futaies assurait par son revenu tous les frais d'entretien.

Ces frais étaient considérables, à cause du nombre énorme de chemins de champs à entretenir du fait du morcellement, et parce que vingt familles nécessiteuses devaient être soutenues en hiver, lesquelles familles seraient sans doute mortes de faim si l'entr'aide fraternelle des autres habitants n'était venue à leur secours. Chacune d'elles était tacitement adoptée par une ou deux autres qui la ravitaillaient en lait, en légumes, en lard le dimanche, tout au long de la mauvaise saison. Traces d'un christianisme encore actif et d'un esprit communautaire aujourd'hui moribonds.

La vente à l'extérieur des produits agricoles était extrêmement faible et d'un rapport dérisoire. Mais la commune comportait trois grandes carrières en exploitation et trois moulins, qui représentaient les plus grosses rentrées d'argent frais.

Un équilibre était établi, à vrai dire précaire, puisque 15 p. 100 de la population étaient sans ressources, et que le reste ne pouvait vivre qu'à condition de produire la totalité de sa subsistance.

Il résultait de ces nécessités et de la surpopulation paysanne, des méthodes de polyculture extrêmement divisée et d'élevage misérable. Le bétail comportait les 3 chevaux des meuniers, 6 paires de bœufs, 120 vaches, 80 cochons et 60 moutons, chiffres en apparence considérables ; mais la plus grosse étable comptait 5 vaches. La plupart des gens n'en avaient qu'une, et plusieurs n'avaient qu'une chèvre. Tous tâchaient d'avoir, pour la laine, un ou deux moutons confiés au berger qui les promenait sur une maigre pâture. Tous

cultivaient non seulement le blé de leur pain (chaque maison possédait un four) et les pommes de terre de leur provision ainsi que les légumes courants, mais encore le chanvre de leur toile, leurs fèves, leurs lentilles, le raisin de leur piquette et les poires de leur poiré. Toutes cultures aujourd'hui disparues, et qui supposaient une infinité de travaux absorbants, comme le traitement du chanvre qui occupait toutes les veillées des femmes, la préparation des laines, et pour les hommes aussi le ramassage interminable et la préparation des noix et des faïnes, seule source d'huile.

Le confort était nul, l'hygiène à faire dresser les cheveux. Les familles pauvres habitaient des maisons faites de deux pièces superposées, celle du dessous servant d'étable à chèvre et de cuisine, celle du haut, où l'on accédait par un escalier extérieur, de chambre à coucher pour toute la famille. L'une de ces maisons existe encore telle quelle et peut servir de témoin.

Les arbres fruitiers étaient rares : trois ou quatre par famille, car la vente des fruits ne rapportait rien. Les pommes et les poires à cidre étaient d'ailleurs préférées aux fruits de table, et la seule variété de poires de table cultivée à l'époque, par exemple, semble avoir été la Belle de Vitry, variété locale assez grossière de la poire Curé, dont on voit encore quelquefois d'antiques exemplaires.

La viande de boucherie était inconnue. Il fallait aller à Montbéliard pour en trouver. On n'en mangeait traditionnellement qu'à Noël, à Pâques et à la fête du village. Le reste de l'année, le cochon devait suffire à tout, la pêche et la chasse apportant seules un peu de variété au régime. Mais le laitage et les œufs avaient une importance alimentaire beaucoup plus grande qu'aujourd'hui.

Les artisans, travaillant selon les traditions anciennes, travaillaient peu et fort lentement. Un menuisier, par exemple, faisait une armoire en quatre mois d'hiver. Il est vrai qu'il choisissait ses bois, les ajustait avec amour et n'utilisait ni une vis ni un clou.

Les gens de cette époque déjà lointaine à nos yeux n'étaient d'ailleurs pas plus barbares que nous, il s'en faut de beaucoup au contraire. Le conseil municipal contrôlait impitoyablement les talents de l'instituteur, et par deux fois a exigé sa démission pour incapacité. La fréquentation scolaire était parfaite et se poursuivait jusqu'à dix-huit ans. C'est ce qui explique que, jusqu'en 1914, les délibérations du conseil municipal, rédigées à tour de rôle par chaque conseiller, soient écrites dans une langue sûre, exacte et riche, sans aucune faiblesse de style ni d'orthographe.

Les mœurs, d'ordinaire paisibles, atteignaient parfois la dernière violence quand les passions politiques étaient en jeu. Le village était divisé en conservateurs et républicains qui se haïssaient farouchement, et la faction au pouvoir selon les régimes était surveillée par l'autre avec une vigilance sans relâche. Les menaces de mort ou d'incendie ont donné lieu à quelques bizarres procès.

S'il ne semble pas qu'il y ait eu alors plus de corruption morale que n'en comporte naturellement la vie en société, la misère excessive des uns entraînait un fort penchant à la maraude aux dépens des autres. Au point que,

pendant les moissons, la commune payait des gardes de nuit ; et de même, au moment de la coupe des bois, deux gardes étaient nommés pour surveiller les stères dans la forêt.

Ajoutons, pour terminer ce tableau succinct, que la totalité de la population était autochtone et luthérienne. Le village faisait partie de la paroisse de Beutal et participait à l'entretien du presbytère pour les deux cinquièmes des frais.

Cet état de choses devait durer depuis fort longtemps, et les documents conservés depuis la Révolution permettraient de considérer ce tableau comme exact même vingt ou trente ans plus tôt. Et si rien ne semblait devoir troubler ce style de vie paisible et médiocre, casanier et content de sa misère, on était à la veille, pourtant, d'une transformation radicale. Le chemin de fer, d'abord, l'établissement d'une filature à Colombier-Fontaine, ensuite, puis de la station de chemin de fer au même village, eurent des conséquences décisives entre 1850 et 1865.

* * *

D'abord, la construction du chemin de fer absorba pendant plusieurs années le travail de tous les nécessiteux du village et supprima du même coup le paupérisme hivernal.

On imagine difficilement aujourd'hui avec quelle passion les travaux étaient suivis. On en voit la trace dans une délibération du conseil votant en 1845 une somme, énorme pour l'époque, de 5 000 fr. pour la construction du chemin de fer. Cet effort financier était presque surhumain et représente une somme de nos francs actuels que la commune aujourd'hui serait incapable de trouver.

C'est qu'on devinait dans le chemin de fer un instrument de libération, et le moyen de sortir de l'isolement déprimant auquel on était condamné. En effet, le village, situé sur la route alors départementale de Montbéliard à L'Isle-sur-le-Doubs, n'était relié au reste du monde que par une diligence qui passait deux fois par semaine et y relayait ses chevaux. C'est par les patachons qu'on apprenait les nouvelles. Mais les esprits étaient éclairés et mûrs pour de grandes choses. On le vit dans l'ardeur avec laquelle les communes de Lougres, Colombier-Fontaine, Montenois et Sainte-Marie réclamèrent et obtinrent que la station fût établie à Colombier au lieu de Saint-Maurice, lieu précédemment choisi par les ingénieurs, et ensuite quand les communes de Colombier et de Lougres n'hésitèrent pas à s'endetter pour construire, en 1863, le pont de pierre qui relie les deux villages. Les tractations durèrent dix ans et le devis se monta à 76 000 fr. Il fut approuvé par la préfecture ainsi que la clause stipulée par le conseil de Lougres : « Qu'aucune fourniture pour ledit pont ne soit achetée à la commune de Longevelle, et qu'aucun journalier de Longevelle ne soit employé à la construction ». Car la commune de Longevelle avait refusé de participer aux frais, par obscurantisme, disait-on, et peut-être aussi à cause d'une inimitié traditionnelle entre les deux villages, inimitié oubliée aujourd'hui, due à un

interminable procès pour la délimitation de leurs bois limitrophes. Et les carriers de Lougres tenaient sans doute à fournir leurs belles pierres pour le pont qui dut en absorber des milliers de voitures.

Enfin, quand en 1857 s'ouvrit la filature Méquillet-Noblot à Colombier, malgré les salaires dérisoires alloués aux ouvriers (salaires de 10 à 16 sous par journée de travail de onze heures), ce qu'on peut appeler « la misère noire » disparut progressivement. On était bien loin de l'abondance ou de l'assurance du lendemain, mais ceux qui n'avaient pas assez de terres pour en vivre avaient quand même trouvé un appoint considérable et le moyen de subsister plus dignement sans être réduits à la dure extrémité de la charité publique.

On en voit la trace dans les recensements. Alors qu'en 1850, 35 hommes du village sont inscrits comme journaliers (nous dirions manœuvres à tout faire, ou ouvriers agricoles), en 1860, 45 hommes et femmes sont inscrits comme ouvriers de fabrique. Les esprits chagrins criaient déjà à la désertion des campagnes, mais il faut voir les choses de plus près pour comprendre.

La population agricole était d'ailleurs encore en surnombre évident. En 1855, sur 80 feux, 60 familles étaient encore intégralement paysannes, avec comme conséquence cette micro-polyculture, si j'ose dire, poussée à ses dernières limites. Le morcellement était tel que les parcelles de 2 ou 3 centiares étaient fréquentes. Aussi les agriculteurs étaient-ils à l'affût de tous les progrès possibles pouvant leur permettre de tirer un meilleur parti de leurs terrains. En 1854 se fonde un syndicat d'irrigation, qui détourne le ruisseau du village pour lui faire irriguer les prés-dessous. Ce fut un système fort compliqué de canaux, de vannes et de barrages entretenu par les particuliers et qui améliora le rendement de ces prés naturellement pauvres.

Au même moment, l'un des habitants s'étant mis à distiller ses cerises, l'espoir du gain et le désir de boire de l'alcool firent planter partout des cerisiers, des pruniers et des pommiers en quantités considérables ; 50 p. 100 des pommiers du village encore en rapport ont été greffés à cette époque. C'est là l'origine d'un alcoolisme général et qu'il faut considérer comme un atroce fléau.

On commence à s'intéresser à la question des engrais. On chaule, et sans doute sans méthode, car cette pratique a laissé de mauvais souvenirs. Mais on peut voir quelle était la pénurie d'engrais dans le fait que les boues des fontaines étaient chaque année adjudgées aux enchères, tandis qu'aujourd'hui il faut payer ceux qui les enlèvent.

La question de l'eau est également à l'ordre du jour. En 1850, le village ne possède que quelques mauvais puits qui tarissent l'été, et une fontaine creuse très incommode : il faut descendre quatre marches et se pencher très bas pour atteindre le niveau de l'eau. Comme les sources sont nombreuses dans les environs, le conseil en fait capter deux, qui alimenteront quatre fontaines. La joie fut telle qu'on vit un particulier offrir à la commune le terrain nécessaire à l'établissement d'une de ces fontaines, soit 8 centiares pris sur son jardin. L'une de ces fontaines est d'ailleurs fort belle et mériterait d'être protégée comme un des plus intéressants témoignages de l'art des tailleurs de pierre du pays.

Le besoin du progrès agricole se marque aussi par une somme de 25 fr. allouée chaque année par le conseil pour le Concours agricole de Besançon auquel assistent, grâce au chemin de fer, les principaux paysans du village. Bientôt ils y exposeront eux-mêmes quelques bêtes et en rapporteront des prix. De même, un ingénieur du gouvernement vient analyser les terres et donner des conseils pour l'emploi des engrais ; mais l'histoire ne dit pas si ces conseils furent suivis.

Cependant, la séparation de la population en deux catégories distinctes se poursuit. En 1869, les familles paysannes ne sont plus qu'au nombre de soixante. Dont vingt-cinq sont, à cette époque, occupées à autre chose qu'à la culture. Outre les 3 meuniers et 4 ménages portés comme « rentiers », il faut compter 2 carriers, l'instituteur, le forestier, 2 épiciers et 2 cabaretiers. Restent donc quinze familles de journaliers et d'ouvriers, et, sur le total général, il y a au moins quinze familles paysannes dont un membre travaille à l'usine et qui sont à l'origine de ces familles d'ouvriers-paysans qui durent encore aujourd'hui. Notons, dans le recensement de 1869, la présence de 4 couturières, chiffre énorme pour une population de 350 âmes, mais qui s'explique par le fait que la confection était inconnue et que, sous leurs jupes, nos grand-mères portaient trois jupons fort compliqués et deux culottes. Ainsi l'exigeait la pudeur de cette époque archaïque et aussi, sans doute, l'insuffisance des appareils de chauffage.

* * *

Voilà dans quel état la catastrophe de 1870 surprit le village. D'abord, 40 hommes de la commune furent mobilisés, mais temporairement et dans le plus grand désordre, semble-t-il. Puis la commune dut répondre aux réquisitions de l'armée française cantonnée dans les environs. Réquisitions payées régulièrement, mais très lourdes et qui devaient provoquer un état de demi-famine ou, en tous cas, d'extrême pénurie. Vient la débâcle de l'armée Bourbaki. Les habitants viennent en aide de tout leur pouvoir aux malheureux fugitifs épuisés et « gelant de froid », dit un compte rendu du conseil, qui lui-même met tout en œuvre pour alléger leur misère et les remettre dans le bon chemin en les faisant reconduire vers le lieu présumé où leurs unités doivent être repliées. Puis, c'est l'occupation allemande avec ses méthodes habituelles : réquisitions massives, proclamations assaisonnées de peine de mort, déprédations des terribles uhlands, — S. S. d'autrefois, — et, pour finir, une imposition de 7 500 fr. en or à livrer le lendemain par la commune. On ne put trouver d'abord que 3 000 fr., et le conseil dut avancer le reste sur les fonds communaux disponibles, ce qui jette un jour cru sur la rareté du numéraire et l'extrême pauvreté en argent à une époque que nous croyons d'habitude plus confortable.

Il n'y eut cependant pas de victime au village, et le plus gros dégât fut la destruction, par le génie français, du pont sur le Doubs. Coup terrible pour la commune, car le pont n'était pas encore payé et le village se retrouvait isolé du chemin de fer.

Malgré cet appauvrissement considérable, le village semble s'être relevé assez vite. On peut noter toutefois une chute du chiffre de la population qui, de 350 habitants en 1850, tombe à 305 en 1872, cependant que le nombre des feux reste le même. Indice d'une mauvaise situation démographique. Les familles nombreuses d'autrefois ont disparu, les enfants s'en sont dispersés — en Amérique, à Paris comme gendarmes — et beaucoup de familles, pour des raisons de succession et à cause de l'excès de morcellement, tendent à l'enfant unique. On voit aussi arriver au village les premiers étrangers, venus des villages voisins, attirés par la proximité de la filature et l'appât des parts d'affouage qui sont plus considérables qu'ailleurs.

C'est entre 1871 et 1880 que la situation agricole du village semble être la plus brillante qu'il ait connue. Au lieu de 3 chevaux en 1850, il y en a maintenant 28. Les vaches laitières se montent à 128. Mais les moutons disparaissent presque et seul le nombre des porcs est stationnaire. La superficie des terres en culture est de 260 hectares, dont la moitié est labourée, l'autre en nature de prairies. Il faut y ajouter 15 hectares, à peu près, de pâturages communaux, d'ailleurs de très mauvaise qualité. Le système de la jachère a totalement disparu, grâce à la culture du trèfle, et le droit de vaine pâture est tellement réglementé qu'il n'existe pratiquement plus, limité qu'il est entre le 1^{er} novembre et le 1^{er} mars. Il tombera de lui-même en désuétude.

D'autre part, les exploitations vont tendre à s'agrandir en diminuant de nombre. Les terrains qui se trouvent n'être plus exploités par leurs propriétaires se vendent ou se louent aux autres qui peuvent ainsi développer leur activité. En même temps les terrains très éloignés, en pente excessive, ou très pauvres, du Nord du village, vont être progressivement abandonnés, soit en friches qui se boiseront spontanément, soit transformés en plantations de conifères. Cette situation ira se modifiant lentement dans le même sens jusqu'à la fin du siècle. C'est en 1893, à titre d'exemple, que la commune établit une plantation de pins sur le pâturage de 8 hectares du Cuchot, envahi par les ronces et bruyères. Deux ans plus tard, le pâturage de la Combâle, de 3 hectares, est planté en épicéas. Le cheptel demeure cependant le même. Il faut attribuer cette persistance, malgré la perte de terrains si considérables, à l'usage de plus en plus étendu des fourrages artificiels et à la culture des betteraves.

Il faut arriver à 1901 pour que se produise un fait d'importance. C'est la fondation de l'usine Baumann, à Colombier. Les salaires sont plus élevés qu'à la filature où ils sont encore de 1 fr. à 1 fr. 25 par jour, et ces établissements attireront un nombre toujours croissant d'ouvriers.

Grâce au développement de l'industrie, on verra se manifester ce type économique si particulier de la famille mi-ouvrière mi-paysanne, l'une des deux activités garantissant l'autre et permettant aux plus pauvres, quand ils ont du courage, de devenir propriétaires. Ainsi sera supprimé tout à fait le risque de la grande misère encore fréquent vingt ans plus tôt.

Les finances de la commune se ressentent heureusement de ce regain d'activité et, en 1905, un maire intelligent peut faire capter de nouvelles sources et installer l'eau courante, un réseau complet d'égouts, puis l'électricité et

le téléphone. Ce n'est pas que ces innovations aient été accueillies avec enthousiasme par la population, tant on tient à ses habitudes, même quand ce sont celles de la misère. Trois maisons seulement prirent l'eau courante la première année, et deux l'électricité. On se méfiait encore beaucoup de la fée aujourd'hui familière et indispensable. Mais, peu à peu, tout le monde y vint, et aujourd'hui évidemment toutes les maisons sont pourvues des commodités disponibles.

Nouvel événement en 1909 : la création de la fonderie à Colombier, où les salaires sont de 3 fr. par jour, et l'établissement d'une succursale de la chaiserie Baumann au moulin Courvoisier de Lougres. Succursale qui jouera, pour le village de Montenois, d'où viendront presque tous les ouvriers, le même rôle qu'avait joué pour Lougres, cinquante ans plus tôt, la filature de Colombier.

Autre événement : l'affaire du lait. Le prix du lait, qui était de 2 sous le litre en 1850, était passé à 3 sous en 1870, puis à 4 sous en 1880. Il passa à 5 sous en 1905. A une époque où un sou était quelque chose, cette majoration de 20 p. 100, associée à la constitution d'une laiterie coopérative à Longevelle, représenta pour les paysans un mieux-être considérable.

On peut considérer qu'alors le village a perdu son autarcie du siècle précédent. Il importe son vin, son épicerie et ses vêtements. La culture du chanvre disparaît en même temps que l'élevage du mouton. Il vend à l'extérieur son travail dans les usines et ses produits agricoles en quantités croissantes. La laiterie coopérative de Longevelle, par exemple, ramasse chaque jour les 300 ou 400 litres de lait de Lougres et les achemine sur les agglomérations industrielles de la vallée d'Hérimoncourt, toujours insatiables.

On atteint ainsi, dans une prospérité croissante quoique modeste, qui permet tout de même d'être mieux logé, mieux vêtu et mieux nourri, la guerre de 1914. Le café, le sucre et l'huile sont devenus des denrées journalières. Le travail des paysans se trouve progressivement simplifié par l'emploi des nouvelles charrues, des faucheuses et des batteuses surtout qui éviteront le fléau et le van.

* * *

Au point de vue économique, la guerre de 1914 n'a pas eu de mauvaises conséquences pour le village. Les paysans, à cause de la plus-value de leurs produits, ont pu, pour la première fois, constituer des économies raisonnables, et une grande partie des ouvriers mobilisés dans leurs usines profitèrent à plein de leurs salaires. Mais elle consacrera la disparition des moulins en tant que tels. Le moulin Courvoisier est déjà transformé en usine, le moulin Jeanperrin va l'être en scierie, et le moulin Barbau, trop faible, sera abandonné. Ces petits moulins artisanaux ne nourrissent plus leur homme et leurs produits n'ont pas une qualité qui puisse soutenir la concurrence avec la meunerie industrielle. De plus, les paysans ont cessé de faire leur pain et n'ont plus besoin d'assez de farine pour faire fonctionner les moulins. Alors qu'en 1854 la commune les protège jalousement et envisage

d'en créer un autre sur le Doubs, au début de ce siècle ils disparaissent dans l'indifférence générale et l'aristocratie des meuniers avec eux.

Mais la situation humaine va se trouver complètement bouleversée. A l'armistice de 1918, six hommes ont été tués, tous paysans, et les champs, en l'absence de leurs maîtres, n'ont pu être entretenus comme ils l'auraient dû. Les femmes et les vieillards, demeurés seuls, malgré un travail héroïque, ont abandonné les champs les plus mal placés, qui n'ont pas été repris. Plusieurs propriétaires de trop petits domaines les laissent définitivement pour l'usine, ou parce qu'ils sont trop vieux et n'ont plus de successeurs directs. Le nombre des paysans tombe à 20. Le cheptel, du fait des réquisitions, se réduit de moitié. Il n'y avait que 60 vaches en 1919, et tout le reste était dans la même proportion.

D'autre part, les hauts salaires offerts par l'industrie après la crise de 1921-1922 attirent de plus en plus loin les ouvriers disponibles, qui se rendent à Voujaucourt, puis à Sochaux, tous les jours, soit par leurs propres moyens, soit par le train, et, plus tard, par des camions mis à leur disposition par les entreprises.

Malgré les apparences, les conditions de la vie paysanne dans le village ont été dures entre les deux guerres. Un cultivateur devait travailler comme un martyr pour arriver tout juste à vivre. C'est ce qui explique la réduction progressive de leur nombre. Car une famille d'ouvriers où travaillaient trois personnes pouvait, en 1930, par exemple, rapporter 4 000 fr. par mois, ce qui représentait 50 quintaux de pommes de terre. En voici une preuve : un paysan exploitant avec sa femme et son fils un domaine de 7 hectares, possédant 1 cheval, 5 bêtes rouges, élevant 2 cochons par an et n'ayant pas fait de marché noir pendant cette guerre-ci, avait, à l'âge de 65 ans, 35 000 fr. d'économies. Aussi doit-on considérer l'abandon de la vie rurale, non pas comme une preuve de paresse — quoique le cas existe — mais comme une nécessité économique impérieuse et impitoyable.

Aussi, de 1914 à 1939, le nombre des paysans exploitants s'est-il réduit de 20 à 9, sans compter les mixtes.

Cependant, la population du village, qui était tombée à 300 habitants en 1900, était remontée à 375 en 1925, grâce à l'afflux d'ouvriers venus d'ailleurs pour louer les maisons vides, et grâce à la construction au bord du Doubs, en 1922, d'un bloc de cités ouvrières ; grâce aussi à une natalité magnifique et qu'on pourrait citer en exemple. En effet, ce village de 375 habitants compte régulièrement 60 enfants de 5 à 14 ans à l'école. A noter aussi la présence irrégulière de familles étrangères, Italiens, Suisses, Polonais en particulier. Les Suisses, agriculteurs, s'étant d'ailleurs fixés, et semblant être l'élément le plus désirable de cette immigration.

Si l'on voulait un autre signe du changement intervenu dans la nature de la population, il suffirait de considérer que, alors qu'en 1850 il y avait 375 habitants tous luthériens, il n'y en a plus que 200 en 1939, le reste des habitants étant catholique ou sans religion connue. La coexistence des deux religions n'a d'ailleurs jamais donné lieu à un incident quelconque, contrairement à ce qui se passe dans le Midi en pareil cas. Les nouveaux

venus ont toujours été accueillis avec une parfaite tolérance par les anciens. Et, arrivant individuellement, ils ne peuvent guère apporter un bloc de traditions insolubles. Ils s'adaptent à la manière d'être du pays et, après quelques années, sont très étonnés quand on leur dit qu'ils ne sont pas originaires du village.

Un fait notable et naturel à propos de ces nouveaux venus, c'est qu'ils ne sont jamais propriétaires. Ils louent d'habitude un logement ou une maison à un propriétaire du village, et un jardin à un autre. Mais un mouvement nouveau se fait jour, parce que les industriels des environs achètent à des prix inaccessibles tous les immeubles à vendre, qu'ils transforment en logements pour leurs ouvriers.

Les effets de la guerre de 1939 ont été particulièrement désastreux. Le pont sur le Doubs a sauté en juin 40. Reconstitué en 43, il a été totalement détruit par les Allemands en 44. Nombre de maisons ont été sinistrées ou pillées. Les forêts, détériorées par les bombardements, ont perdu beaucoup de leur valeur. En septembre 44, les Allemands ont enlevé la totalité du bétail, gros et petit, y compris les basses-cours. Trois jeunes gens du village ont été fusillés pour faits de Résistance.

Les conséquences de ces faits sont déjà visibles. La population paysanne, qui avait réalisé de gros bénéfices apparents pendant la guerre, est en train de les perdre à cause de l'inflation progressive, avant d'avoir pu se rééquiper. Tandis que les ouvriers, arrivés à fond de cale à la fin de la guerre, reprennent peu à peu leur équilibre, tout en restant loin de leur prospérité de 1930.

Un fait grave, c'est que l'effort de sélection de la race bovine montbéliarde, poursuivi depuis cinquante ans, a été anéanti d'un seul coup.

* * *

Et maintenant, devant l'énormité des investissements nécessaires à la modernisation des exploitations, les petits paysans ne pourront plus tenir. Ils pourront quelque temps vivre sur leurs restes, mais on ne voit pas où ils pourraient trouver les capitaux nécessaires à leur équipement. Il faut dire nécessaires, car dès maintenant, l'heure de travail des paysans réduits aux anciennes méthodes doit être d'un rendement dérisoire, le dixième à peine des heures industrielles.

Le signe évident en est la désaffection progressive pour les cultures labourées et sarclées au profit de l'élevage, qui donne moins de peine et rapporte plus. Le chiffre des terres labourées est, en effet, passé, de 1850 à nos jours, de 160 hectares à 60; celui des prés de fauche et des pâtures closes, de 60 à 110. On peut donc prévoir que les vingt prochaines années verront se réduire le chiffre des exploitations purement agricoles à 4 ou 5 exploitations, de 25 à 30 hectares chacune. Il sera alors possible de procéder à un remembrement des parcelles, qui permettra une culture plus facile et plus expéditive.

A moins que les petites exploitations n'évoluent peu à peu vers la culture

marachère et de luxe, au lieu de l'élevage mené de front avec la polyculture traditionnelle. Il est certain, en effet, qu'avec un peu d'initiative la culture des fraises, des asperges, des tomates, des céleris et des choux-fleurs peut nourrir une famille travaillant 1 ou 2 hectares au plus.

Il y a là un problème urgent à résoudre en tous cas, et la solution paraît évidente dans un pays pourvu de très nombreuses agglomérations urbaines.

L'avenir de la population ouvrière est moins évident, car il est lié à la prospérité des entreprises qui l'emploient. Une crise importante de chômage peut la faire émigrer, de même qu'une prospérité suffisante peut la fixer définitivement.

En résumé, on verra sans doute et pour longtemps coexister dans ce village la vie rurale et, non la vie, mais la résidence ouvrière. Mais les proportions sont complètement nouvelles. La population paysanne semble devoir se stabiliser aux environs de 20 p. 100 du chiffre total.

En tous cas, le village n'est pas mort. Rien de comparable aux ruines de notre Midi exsangue, ruines cent fois plus horribles que celles de la guerre. Un équilibre a été trouvé et se refait tous les jours. Il vaut ce qu'il vaut, mais il existe. Étant établi que le passé n'était plus possible, il a été remplacé par un présent fort différent, et nous assistons au spectacle d'une cellule humaine pleine de vitalité, mariée avec la terre qui la nourrit, et où les misères du temps présent ont été moins lourdes qu'ailleurs grâce à beaucoup de bonne volonté de la part de tous. Le vieil artisanat a disparu, mais la forge est remplacée par un garage, le tisserand par l'électricien.

La dégénérescence morale est moins sensible que dans les grandes villes, parce qu'ici chacun est encore quelqu'un, et non pas un individu quelconque noyé dans le désespoir des banlieues. Il y a beaucoup à faire encore, certes, pour améliorer l'habitat, les routes et l'esthétique. Mais les anciens avaient fait beaucoup, et les jeunes profiteront de leurs travaux.

Voilà pour l'actif. Quel est le passif ? Il est lourd, et il n'y a pas à le dissimuler. La volonté intellectuelle qui maintenait garçons et filles à l'école jusqu'à dix-huit ans s'est éteinte, et avec elle un certain esprit de dignité aristocratique qui caractérisait le moindre de nos grands-pères. Toutes les traditions populaires de costume, de musique, de bonnes histoires ont sombré irréversiblement avec le patois. Fait plus grave, l'ébénisterie locale, à laquelle on doit tant d'humbles chefs-d'œuvre, est morte. Lévitane sévit partout. L'alcoolisme, grâce au privilège inique des bouilleurs de cru, fait dégénérer visiblement une population autrefois d'une santé magnifique. L'école compte, comme partout, au moins 20 p. 100 d'arriérés et d'incapables.

De même, le pittoresque traditionnel des saisons et des cultures disparaîtra devant les tracteurs, les semoirs mécaniques et autres engins à diminuer la peine des hommes. Ce village, comme d'autres, est en train de faire sa révolution, et l'idéal serait qu'il l'accomplît en conservant ses valeurs d'autrefois et en élargissant le sens de sa vie.

GEORGES BECKER.